

042 AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N°/AONR/MINTP/CIPM-TCRI/2025 DU **05 JUIN 2025**
**EN PROCÉDURE D'URGENCE, POUR LE CONTRÔLE TECHNIQUE,
GÉOTECHNIQUE ET LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX DE BITUMAGE
DE CERTAINES ROUTES RÉGIONALES DANS LES RÉGIONS DU
CENTRE, ET DE L'OUEST.**

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte du Gouvernement Camerounais un Appel d'Offres National Restreint le contrôle technique, géotechnique et la surveillance des travaux de bitumage de certaines routes régionales dans les régions du centre et de l'ouest.

2. Consistance des Prestations

Les prestations qui sont confiées au Cocontractant comprennent les opérations suivantes dont la liste n'est pas exhaustive :

- ❖ Surveiller l'exécution des travaux ;
- ❖ Assurer le contrôle technique de la mise en œuvre des travaux ;
- ❖ Proposer à la signature du Chef de Service du marché des ordres de services nécessaires à la bonne exécution des travaux ;
- ❖ Vérifier les études d'impact environnemental et social réalisées par l'entreprise, veiller à l'assurance de la qualité et à l'application des mesures de protection de l'environnement ;
- ❖ Veiller à l'établissement des plans de récolement.
- ❖ Contrôler la qualité, la coordination et la progression des travaux est à la charge du Maître d'œuvre ;
- ❖ Suivre les études d'exécution de l'Entreprise, examiner la conformité au projet, formuler l'avis techniques et les propositions pour validation par le Chef de Service du Marché ;
- ❖ Diriger l'exécution du contrat des travaux ;
- ❖ Suivre et respecter le cahier de charges ;
- ❖ Suivre l'établissement des plans de récolement ;
- ❖ Assurer toutes autres sujétions utiles à la bonne exécution du projet.
- ❖ Suivre la tenue des ouvrages pendant la période de garantie ;
- ❖ Assister lors des opérations de réception définitive et conduire les diligences de clôture de chantier.

Les prestations qui sont confiées au Cocontractant comportent quatre (04) missions :

- ❖ **Mission 1** DET : Direction de l'exécution des contrats de travaux ;
- ❖ **Mission 2** OPC : Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier ;
- ❖ **Mission 3** AOR : Assistance aux opérations de réception ;
- ❖ **Mission 4** : Assistance au Maître d'Ouvrage pendant la période de garantie.

Les prestations du cocontractant sont définies de manière plus détaillée dans les Termes de Références.

3. Allotissement

Le présent appel d'offres porte sur **quatre (04) lots** présentés comme suit :

N° Lots	Régions	Tronçons	Montant TTC prévisionnel (F.CFA)	Type d'intervention	Délai (mois)
01	Centre	Carrefour Bissa (fin champ de canne à sucre – nkolessang – meza'a) dans la région du centre. (25 KM)	260 000 000	Contrôle technique, géotechnique et surveillance des travaux de bitumage	25
02	Centre	Nkankgkombo – Lembe Yezoum et Breteille dans la Région du Centre (15 KM).	250 000 000		
03	Ouest	Mairie de Nkong Ni-chefferie T choutsi et Breteilles dans l'arrondissement de Nkong-Ni, Département de la Menoua, dans la Régions de l'Ouest (23,105 KM).	260 000 000		
04	Centre	Carrefour yil – Carrefour Nkam dans la Région du Centre (24,5 KM).	260 000 000		
TOTAL			1 030 000 000		

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est d'un **milliard trente millions (1 030 000 000) Francs CFA Toutes Taxes Comprises.**

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution est de de **vingt-cinq (25) mois** calendaires y compris l'assistance au Maître d'ouvrage pendant la période de garantie. Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à l'égalité des conditions aux bureaux d'études ou groupement de bureaux d'études de droits camerounais des **catégories A, B et C** à l'issue de la catégorisation des bureaux d'études Techniques du sous-secteur d'activités « Route ». Les BET disposant d'une attestation de catégorisation peuvent s'associer avec un BET non catégorisé à condition que le BET catégorisé soit mandataire.

7. Financement

Les travaux objet, du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du Ministère des Travaux Publics, Exercices 2025, 2026 et 2027.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est « **en ligne (Online)** ». Autrement dit, la soumission hors ligne n'est pas possible.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont

le montant s'élève à **un million cinq cent Mille (1 500 000) francs CFA** accompagne du **récépissé de dépôt par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC)**, et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable ;

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire devra être produit en original et postérieure à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office dès publication des résultats de l'attribution pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est attributaire du Marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

Les chèques bancaires même certifiés ne sont pas acceptés en lieu et place du cautionnement provisoire

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté à Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 206, Tél. : 222 229 470 au Ministère des Travaux Publics et la version électronique, sur la plateforme COLEPS aux adresses **[http://www. Publiccontracts.cm](http://www.Publiccontracts.cm)**, et **[http ://www.marchespublics.cm](http://www.marchespublics.cm)**, dès publication du présent avis.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier d'Appel d'offres pourra être obtenu dans les services du Maître d'ouvrage, Le dossier d'Appel d'Offres sera obtenu à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 206, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de **cent cinquante mille (150 000) F CFA** au titre des frais d'achat de dossier.

Cette quittance devra identifier le payeur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

12. Remise des offres

La soumission se fera exclusivement en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS, au plus tard, le 01 JUL 2025 à **11 heures**.

Par ailleurs, deux copies de sauvegarde de l'offre, enregistrées sur clés USB ou CD/DVD non compressées, devront être transmises sous pli fermé. L'une contiendra les dossiers Administratif et Technique, et l'autre le dossier Financier. Ces supports devront être accompagnés :

- de l'accusé de réception de dépôt sur la plateforme dédiée,
- de l'original de la caution de soumission,
- ainsi que du récépissé de dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC).

L'ensemble devra être déposé au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, situé au 2e étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains services centraux du Ministère, dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, et déposé contre récépissé au plus tard le 01 JUL 2025 à 11h00.

Ce pli devra porter clairement la mention :

N° 042 APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
AONR/MINTP/CIPM-TCRI/2025 DU 05 JUIN 2025
EN PROCÉDURE D'URGENCE, POUR LE CONTRÔLE TECHNIQUE, GÉOTECHNIQUE ET LA
SURVEILLANCE DES TRAVAUX DE BITUMAGE DE CERTAINES ROUTES RÉGIONALES
DANS LES RÉGIONS DU CENTRE, ET DE L'OUEST.
Financement : Budget d'Investissement Publics du Ministère des Travaux Publics
« Copie de sauvegarde »

Taille et format des fichiers

les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.]:

13. Recevabilité des plis

La soumission se fera exclusivement en ligne ; l'offre devra être transmise par le Soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard, le 01 JUL 2025 à 11 heures.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel

d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en deux temps.

L'ouverture des pièces administrative et offres techniques aura lieu le 01 JUIN 2025 à **12 heures** par la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures (CIPM-TCRI) auprès du Ministère des Travaux Publics siégeant dans sa salle de réunion sise à la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative de **75/100** seront ouvertes par la même Commission et dans la même salle à une date ultérieure après publication des résultats de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprise.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1-Critères éliminatoires

Il s'agit notamment de :

a) Pour le dossier administratif :

- L'absence de la caution de soumission à l'ouverture des plis ;
- La non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme, ou absente (excepté le cautionnement de soumission).

b) Pour l'Offre technique :

- Avoir obtenu une note technique inférieure à 75 points sur 100 ;
- L'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
- L'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- L'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée

- L'absence du chef de mission remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO ;
 - **Formation de base** : Ingénieur du Génie Civil (BAC+3ou plus)
 - **Expérience générale en BTP** : au moins dix (10) ans.
 - **Expérience spécifique** : avoir occupé le poste de chef de mission dans au moins deux projets de contrôle des travaux de construction ou de réhabilitation des routes bitumées d'un montant de travaux supérieur ou égal à (200 000 000) deux cent millions FCFA chacun ou avoir assuré la fonction d'ingénieur routier d'au moins (02) projets de réhabilitation ou de construction des routes bitumées
- L'absence de la note méthodologique ;
- L'absence d'une capacité financière délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministre en charge des finances d'au moins ;

N° lot	Section	Montant de la capacité
Lot 1	Carrefour Bissa (fin champ de canne à sucre – nkolessang – meza'a) dans la région du centre.	85 000 000
Lot 2	Nkankgkombo – Lembe Yezoum et Bretelle dans la Région du Centre.	85 000 000
Lot 3	Mairie de Nkong Ni-chefferie Tchoutsi et Bretelles dans l'arrondissement de Nkong-Ni, Département de la Menoua, dans la Régions de l'Ouest.	85 000 000
Lot 4	Carrefour yil – Carrefour Nkam dans la Région du Centre.	85 000 000

- L'absence de l'attestation et rapport illustré de visite de site signée sur l'honneur par le soumissionnaire

c) Pour l'Offre financière :

- L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;

d) non-conformité du mode de soumission ;

e) non-respect du format de fichier des offres ;

f) Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées

15.2-Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points selon les critères essentiels suivants :

- a- Qualification et expérience des experts affectés à l'opération (**sur 60 points**) ;
- b- Moyens techniques, logistiques et matériels à mettre en place (**sur 15 points**).
- c- Références du bureau de contrôle/groupement de bureau de contrôle (**sur 25 points**) ;

Les critères et sous-critères essentiels sont détaillés, pour chaque lot, dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

- N.B :** Tout agent public listé parmi le personnel d'un soumissionnaire et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de l'Administration, sera considéré comme non valable.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante par combinaison des critères techniques financiers.

Par ailleurs, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de ne pas attribuer le marché dans le cadre du présent appel d'offres à un soumissionnaire qui, titulaire d'un contrat en cours au sein du MINTP, a des performances peu satisfaisantes (mise en demeure dont l'évaluation a été jugée non satisfaisante ou constat de défaillance notifié dans les six mois précédent l'attribution ou contrat en cours de résiliation).

17. Nombre maximum de lots

Un candidat ne peut être attributaire que d'un (01) lot.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent tenus par leurs offres pendant cent vingt (120) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, Tel : (237) 222 22 92 34, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logée dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, Porte 210 ou à la Direction des Investissement Routiers du Ministère des Travaux Publics, Tél : (237) 222 22 06 54 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48 ; et le MINTP.

Copies:

- MINMAP
- ARMP (pour publication et archivage)
- Maître d'Ouvrage
- Président CIPM-TCRI
- Affichage chrono

YAOUNDE, LE 05 JUIN 2025



Manuel NGANOU D.



042

N°. /AONR/MINTP/CIPM-TCRI/2025 OF 05 JUIN 2025

LIMITED NATIONAL CALL FOR TENDERS
IN EMERGENCY PROCEDURE, FOR THE TECHNICAL AND
GEOTECHNICAL CONTROL AS WELL AS THE SUPERVISION OF
PAVEMENT WORKS ON SOME REGIONAL ROADS IN THE CENTRE
AND WEST REGIONS.

1. Purpose of the Call for Tenders

The Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues, on behalf of the Cameroon Government, a Limited National Call for Tenders, for the technical and geotechnical control, as well as the supervision of pavement works on some regional roads in the Centre and West Regions.

2. Scope of Services

The services to be provided under this contract shall involve the following tasks, inter alia:

- ❖ Supervising the execution of works;
- ❖ Ensuring the technical control of work implementation;
- ❖ Proposing service orders, necessary for the proper execution of works, to the Contract Manager for signing;
- ❖ Verifying the environmental and social impact studies carried out by the contractor, providing quality assurance and ensuring the implementation of environmental protection measures;
- ❖ Ensuring the drafting of post-completion drawings.
- ❖ The main contractor is responsible for monitoring the quality, coordination and progress of works;
- ❖ Monitoring the Contractor's execution studies, ensuring compliance with the project, providing technical advice and making proposals for approval by the Contract Manager;
- ❖ Managing the execution of the works contract;
- ❖ Following up and complying with specifications;
- ❖ Following up the drafting of post completion drawings;
- ❖ Carrying out all other tasks required for the proper execution of the project.
- ❖ Monitoring the functioning of structures during the warranty period;
- ❖ Assisting with final acceptance operations and carrying out site closure procedures.

The services assigned to the Contracting Partner include four (4) missions:

- ❖ **Mission 1** WEM: Department of Works Contract Execution Management;
- ❖ **Mission 2** SMC: Scheduling, Management and Coordination of work site;
- ❖ **Mission 3** AAO: Assistance to Acceptance Operations;
- ❖ **Mission 4:** Assist the Project Owner during the guarantee period.

The services of the Contracting Partner are clearly defined in the Terms of Reference.

3. Allotment

This Call for Tenders is in four (04) lots as follows:

Lot N°	Regions	Road sections	Estimated amount including taxes (CFAF)	Type of intervention	Time frame (months)
1	Centre	Carrefour Bissa (end of sugar cane field – nkolessang – meza'a) in the Centre Region. (25 KM)	260,000,000	Technical and geotechnical control as well as the supervision of pavement works	25
2	Centre	Nkankgkombo – Lembe Yezoum and ramp in the Centre Region (15 KM).	250,000,000		
3	West	Mairie de Nkong Ni-chefferie T choutsi and ramps in Nkong-Ni Sub- Division, Menoua Division, in the West Region (23.105 KM).	260,000,000		
4	Centre	Carrefour yil – Carrefour Nkam in the Centre Region (24.5 KM).	260,000,000		
TOTAL			1,030,000,000		

4. Estimated cost

The estimated cost of the operation at the end of the preliminary studies is **one billion thirty million (1,030,000,000) CFA Francs including all taxes.**

5. Estimated execution time frame

The execution time frame is **twenty-five (25) calendar months**, including assistance to the Project Owner during the warranty period. This time frame shall take effect from the date of notification of the order to commence service delivery.

6. Eligibility

Participation in this Call for Tenders shall be opened on equal conditions to all **categories A, B and C** Consulting Firm or business groupings governed by Cameroon law, following the grading of Technical Consulting Firms in the “road” sub-sector.

7. Financing

Works under this Call for Tenders shall be financed by the MINTP Public Investment Budget, Financial Year 2025, 2026 and 2027.

8. Bidding method

The bidding method for this consultation is **“online”**. In other words, offline bidding is not possible.

9. Bid Bond

Each tenderer must attach to his administrative documents a hand-paid bid bond, issued by one of the bodies or financial institutions authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds within the framework of public contracts, the list of which appears in Document 14 of the Tender Documents. The amount of the bond is **one million five hundred thousand (1,500,000) CFA francs** along with the deposit receipt from the **Deposit and Consignment Fund (CDEC)**. and valid until thirty (30) days after the initial date of validity of the bids. The absence of a bid bond issued by a first-class bank or financial institution authorised by the Ministry in charge of Finance to issue bonds within the framework of public contracts will result in the outright rejection

of the bid. A bid bond having no connection with the consultation concerned shall not be taken into account. A bid bond presented during bid opening session shall be rejected;

The provisional security must be the original copy and not older than Call for Tenders, otherwise it will be rejected.

The provisional security of unsuccessful tenderers shall be released automatically upon publication of the contract award results. In case the bidder is awarded the contract, it shall be released as successful bidder once the final bond shall have been provided.

Bank or certified cheques are not accepted in place of the provisional guarantee.

10. Consultation of Tender Documents

The hard copies of Tender Documents may be consulted at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in Yaounde in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 206, Tel.: 222 231 256, of the Ministry of Public Works and the soft copy on COLEPS platform at the following addresses [http://www. Publiccontracts.cm](http://www.Publiccontracts.cm), et [http ://www.marchespublics.cm](http://www.marchespublics.cm), upon publication of this Call for Tenders.

11. Acquisition of Tender Documents

Tender Documents may be obtained from the offices of the Project Owner, Department of Contracts/Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in Yaounde in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 206, upon presentation of the receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of **one hundred and fifty thousand (150,000) CFA francs**.

The said receipt must identify the payer as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders.

12. Submission of Tenders

For online tendering, the bid must be forwarded by the bidder on COLEPS platform no later than 01 JUL 2025 at 11 a.m.

In addition, two back-up copies of the tender, saved in an uncompressed USB key or CD/DVD, must be submitted in a sealed envelope. One will contain the Administrative and Technical files, and the other the financial file. These documents must be accompanied by:

- the acknowledgement of receipt of the submission on the dedicated platform,
- the original bid bond,
- as well as the deposit receipt from the Deposit and Consignment Fund (CDEC).

All bids must be submitted at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some central services of the Ministry, located in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 210 latest on 01 JUL 2025 at 11 a.m.

It shall clearly bear the following:

**IN EMERGENCY PROCEDURE, FOR THE TECHNICAL AND GEOTECHNICAL CONTROL,
AS WELL AS THE SUPERVISION OF PAVEMENT WORKS ON SOME REGIONAL ROADS IN
THE CENTRE AND WEST REGIONS.**

Financing: Public Investment Budget - Ministry of Public Works

"(backup copy)"

File size and format

For on-line tendering, the maximum size of the documents that will transit on the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- **5 Mb for Administrative Offer;**
- **15 Mb for the Technical Offer;**
- **5 Mb for the Financial Offer;**

Accepted formats include:

- **PDF format for texts;**
- **JPEG for images.**

Candidates shall make sure that a compression software is used to reduce the size of the files to be

transmitted.);

13. Tender Compliance

For online tendering, the bid must be forwarded by the bidder on COLEPS platform no later than at **01 JUL 2025** 11 a.m.

The Project Owner will reject:

- tenders submitted after the submission deadline;
- Bids without an indication of the related Call for Tenders;
- Bids not complying with the submission method.

Any bid not complying with the requirements of the Tender Documents shall be rejected, especially the absence of a bid bond issued by a body or financial institution authorised, by the Minister in charge of finance, to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with the model documents in the Tender Documents, will lead to the outright rejection of the bid without any appeal. A bid bond having no connection with the consultation concerned shall not be taken into account. A bid bond presented by the bidder during bid opening session shall be rejected.

14. Opening of Tenders

Tenders shall be opened in two phases.

Administrative and technical bids shall be opened on **01 JUL 2025** at **noon** by the Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation at the Ministry of Public Works, in his meeting room, located in the premises of the Regional Delegation of Public works for the Centre, in Yaoundé.

Only financial bids of tenderers who have obtained the qualifying technical score of

75/100 shall be opened by the same Commission in the same meeting room on a subsequent date after publication of the results of the technical evaluation.

Only tenderers may attend the opening session or be represented therein by a duly mandated person of their choice, even in the case of consortium.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of the other relevant administrative documents, certified by the issuing service, or administrative authority, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation. They must date no more than three (3) months from the initial tender submission deadline or must have been established after the date of signature of the Call for Tenders.

In the event of the absence or non-compliance of any document in the administrative file during tender opening session, after a period of 48 hours granted by the Commission, the bid will be rejected.

15. Evaluation Criteria

15.1 Eliminary - criteria

These include:

a) For the administrative file:

- Absence of the bid bond after the opening of tenders;
- Failure to submit a document deemed non-compliant or missing from the administrative file after the bid opening session after the 48-hour extension (except the bid bond);
- Absence of the certified copy of the certificate of grading;

b) For the Technical Offer:

- Have obtained a technical score of less than 75 points out of 100;
- Absence of formal declaration that no contract has been abandoned over the past three years;
- Absence of the stamped and signed integrity policy;
- Absence of the declaration of commitment to respect environmental and social clauses, dated and signed;
- The absence of a reference in the technical and geotechnical control and supervision of road pavement or rehabilitation works worth at least 250 million CFA francs.
- Absence of a mission Supervisor meeting the specific qualification and experience requirements under the Special Tenders Regulation (RPAO):
 - **Basic training:** Civil engineer (at least GCE A/L+3)
 - **General experience** in building and public works: at least ten (10) years.
 - **Specific experience:** having occupied the position of mission head in at least two road pavement construction or rehabilitation works supervision projects worth at least (200,000,000) two hundred million CFAF each or having served as road engineer in at least (2) road pavement construction or rehabilitation projects.
- Absence of a methodological note;
- Absence of a financing capacity issued by a first-class bank approved by the

Minister in charge of Finance of an amount of at least:

Lot No.	Section	Amount of the capacity
Lot 1	Carrefour Bissa (end of sugar cane field – nkolessang – meza'a) in the Centre Region.	85,000,000
Lot 2	Nkankgkombo – Lembe Yezoum and ramp in the Centre Region.	85,000,000
Lot 3	Mairie de Nkong Ni-chefferie Tchoutsi and ramps in Nkong-Ni Sub- Division, Menoua Division, in the West Region.	85,000,000
Lot 4	Carrefour yil – Carrefour Nkam in the Centre Region.	85,000,000

- Absence of the certificate and illustrated report of the site visit signed in good faith by the tenderer

c) For the Financial Offer:

- Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- Absence of an element of the financial offer (bid, Unit Price Schedule, Bill of Quantities);

d) Non-compliance with the prescribed bidding method;

e) Non-compliance with the tender file format.

f) False declarations, fraudulent practices or forged documents;

15.2- essential criteria

The technical bids will be evaluated out of one hundred (100) points according to the following essential criteria:

- a- Qualifications and experience of experts assigned to the project **(out of 60 points)**;
- b- Technical, logistical and material resources to be put in place **(out of 15 points)**;
- c- References of the control firm/consortium **(out of 25 points)**;

The essential criteria and sub-criteria are detailed, for each lot, in the Special Tendering Rules (RPAO).

Note: Any public service employee listed among the staff, who did not submit all documents justifying their availability notified by the Public Service, shall not be accepted.

16. Duties

The Project Owner shall award the contract to the bidder whose bid is deemed the best by combining the technical and financial criteria.

Furthermore, the Project Owner reserves the right not to award the contract within the framework of this Call for Tenders to a tenderer with a current contract within MINTP, whose performance is less than satisfactory (deemed formal notice whose assessment is unsatisfactory or has breached contractual obligations notified within the six months preceding the award or contract in the process of being terminated).

17. Maximum number of lots

Any candidate shall not be awarded more than one (1) lot.

18. Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of one hundred and ninety (120) days, with effect from the tender submission deadline.

19. Further information

Additional technical information may be obtained at the Department of Contracts, Tenders Unit, Tel.: (237) the 222 22 92 34,, situated on 2nd floor of the new 3-storey building hosting some central services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 210 or at the Department of Road Investment of the Ministry of Public Works, Tel.: (237) 222 22 06 54 or online via the COLEPS platform via the address: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>

20. Fight against corruption and malpractice

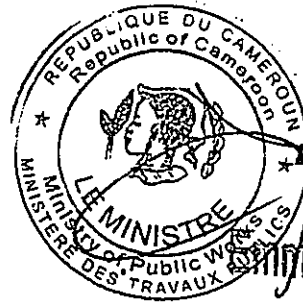
To report corrupt practices, facts or acts, please call CONAC on 1517 or the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

YAOUNDE, 05 JUIN 2025

Copies:

- MINMAP
- PCRA (for publication archiving)
- Project Owner
- Chairperson of CIPM-TCRI
- Notice board/Chrono

Guest



Manuel NGANOU D.